

ÉCONOMIE

						
DOLLAR 64,60 c US -0,10	OR 317,40 \$ US -1,70	EURO 1,4620 \$ +0,01	NASDAQ 1553,29 +48,55	TORONTO 7357,42 +108,40	NEW YORK 9687,42 +213,21	PÉTROLE 26,08 \$US +0,15

Le commerce de l'électricité passe par la protection de l'environnement C 3
L'Amérique n'est pas un paradis pour les syndicalistes C 7



Les agriculteurs québécois ont franchi le cap du 1 milliard \$ d'emprunts à l'organisme Financement agricole Canada.

Les agriculteurs sont à sec

Emprunts à la hausse d'un océan à l'autre

RÉJEAN LACOMBE
RLacombe@lesoleil.com

Les agriculteurs canadiens se sont endettés davantage en 2001-2002, selon les données de Financement agricole Canada (FAC).

L'organisme fédéral a consenti un montant record de nouveaux prêts qui ont atteint 2,4 milliards \$, comparativement à 1,7 milliard \$ un an plus tôt, poussant ainsi son portefeuille de prêts à 7,7 milliards \$, soit 12% de plus qu'au cours de la même période l'an dernier.

C'est la neuvième année consécutive que FAC enregistre une croissance de ses emprunts. Un an plus tôt, son portefeuille atteignait 6,9 milliards \$. Les agriculteurs de toutes les provinces, à l'exception du Manitoba, ont été plus nombreux à frapper à la porte de Financement agricole Canada. Toutefois, tous les emprunts sont en hausse d'un océan à l'autre.

Au cours du dernier exercice financier de FAC qui a pris fin au 31 mars dernier, 75 889 agriculteurs avaient contracté des prêts de 7,7 milliards \$. Un an plus tôt, ils étaient 75 202 à toucher des emprunts évalués à 6,9 milliards \$.

Les agriculteurs québécois n'ont pas fait exception à la règle et pour la première fois la valeur des prêts a franchi le cap du milliard de dollars malgré le

fait que moins de producteurs agricoles aient demandé un prêt.

En 2000-2001, 8440 agriculteurs avaient obtenu des prêts totalisant 984 millions \$. Un an plus tard, le nombre d'agriculteurs est passé à 8364. Toutefois, le portefeuille québécois du FAC a grimpé à 1,05 milliard \$.

Les Québécois sont loin de rivaliser avec les producteurs ontariens et de la Saskatchewan.

En Ontario, 17 850 agriculteurs ont obtenu des prêts totalisant près de 2,5 milliards \$.

Pendant ce temps en Saskatchewan, FAC a accordé 1,4 milliard \$ à 24 629 agriculteurs.

Ce sont les cultures commerciales qui ont hérité de la part du lion avec des emprunts de 729 millions \$ suivies du secteur laitier avec un montant de 543 millions \$, de l'industrie bovine dont les emprunts ont atteint près de 310 millions \$ et du porc avec un total d'emprunts de 227 millions \$.

Financement agricole Canada a par ailleurs enregistré une légère hausse

Voir AGRICULTEUR en C 2

APPELS D'OFFRES D'HYDRO-QUÉBEC

Plus d'électricité produite au gaz

STÉPHANE PAQUET
SPaquet@lesoleil.com

La quantité d'électricité produite au gaz naturel va augmenter au Québec. Une hausse d'environ 600 mégawatts à compter de mars 2007.

C'est ce qui ressort des appels d'offres reçus par Hydro-Québec et rendus publics vendredi. En effet, Hydro-Québec Distribution, qui demandait 1200 MW d'électricité supplémentaire, a reçu des offres pour au plus 600 MW d'hydroélectricité. Le reste n'est offert qu'à partir du gaz naturel, que ce soit des centrales au cycle combiné (comme celle du Suroît dont les 800 MW à venir sont décriés par les écologistes) ou des centrales de cogénération au gaz naturel, (comme la proposition de la raffinerie Sucre Lantier à Montréal).

Hydro-Québec, le secteur Production cette fois-ci, aurait pourtant pu soumettre d'autres projets hydroélectriques au secteur Distribution, comme le reconnaît Éliane Proulx, porte-parole d'Hydro-Québec Production. Mais la société d'État a préféré laisser le champ libre à d'autres types d'énergies qui sont plus polluantes. Il s'agit d'un « engagement prudent » par rapport à la demande actuelle d'électricité, souligne M^{me} Proulx.

« Le Québec est en train de faire un virage majeur quant à ses choix d'approvisionnement énergétique », souligne, déçu, Dominique Neuman, un avocat spécialisé en énergie et proche des groupes environnementalistes.

Mais la critique vient aussi du syndicat des professionnels de l'IREQ, l'institut de recherche d'Hydro-Québec. « C'est la première fois qu'Hydro-Québec va en appel d'offres, rappelle le président du syndicat, Jean-Marc Pelletier. Hydro a voulu donner l'impression que d'autres joueurs sont les bienvenus dans la production d'électricité au Québec. » « Politiquement, poursuit-il, ils se sont arrangés pour faire de la place au privé. »

EXPORTATIONS

Des 19 soumissions reçues par Hydro-Québec Distribution, trois sont venues de sa sœur, Hydro-Québec Production. Les 16 autres sont le fruit de

producteurs privés. Une seule de ces dernières n'implique pas de gaz naturel. Il s'agit d'un projet de cogénération à la biomasse forestière et à la biomasse urbaine (des déchets!) de la compagnie Kruger, à Sherbrooke... pour 9,9 MW! Il y aura donc au moins 590,1 MW des 1200 MW qui seront produits à partir de gaz naturel.

« Il est certain, dit M. Neuman, que, du point de vue du territoire québécois, on va assister à une augmentation des émissions polluantes dans l'atmosphère. » Mais, ajoute-t-il, cela ne serait pas catastrophique si, en échange, cela permettait à Hydro-Québec de vendre de l'électricité aux Américains ou aux Ontariens qui, eux, produisent de l'électricité à l'aide de charbon, une source encore plus polluante que le gaz. « Il faut de plus en plus évaluer ces choix en fonction du

contexte du Nord-Est américain. »

Pour le consommateur soucieux de l'environnement, il y a une autre conclusion, selon lui: « Peut-être qu'il ne sera plus logique de chauffer des maisons à l'électricité qui sera faite à par-

Voir ÉLECTRICITÉ en C 2



Jean Garon, maire de Lévis, craint que les élus se lavent les mains des décisions prises par la CODEM.

CODEM

Bémols et notes discordantes

Jean Garon et le DEC ne débordent pas d'enthousiasme

STÉPHANE PAQUET, ANNIE MORIN
MARC ST-PIERRE

SPaquet@lesoleil.com, AMorin@lesoleil.com
Mstpierre@lesoleil.com

Des notes discordantes commencent à se faire entendre à la suite du dévoilement du nouveau modèle d'organisation économique de la grande région de Québec. Comme prévu, le maire de Lévis ne se montre pas très chaud face à « cette drôle de façon de procéder », mais il y a aussi le gouvernement fédéral qui y va de quelques bémols.

Le maire Jean Garon le dit et le répète. C'est « la première fois qu'il voit des papiers sur cette affaire-là. » Cette « affaire-là », c'est le modèle d'appui au développement économique rendu public vendredi dernier par le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, en compagnie du ministre responsable de la Capitale nationale, Rosaire Bertrand.

« Je suis pour le moins estomaqué. Quand on veut faire quelque chose, on ne le fait pas en cachette », poursuit-il.

Voir CODEM en C 2

L'aluminerie Alcoa moins polluante

Elle s'engage à une diminution d'émissions de gaz à effet de serre

RÉJEAN LACOMBE
RLacombe@lesoleil.com

L'aluminerie Alcoa a pris tout le monde par surprise en signant, hier, une entente volontaire avec le ministre de l'Environnement du Québec (MEQ) afin de réduire de 200 000 tonnes par année l'émission de gaz à effet de serre.

Les trois alumineries d'Alcoa situées à Baie-Comeau, Bécancour et Deschambault ainsi que son usine de tige de Bécancour sont touchées par l'entente. C'est la première entreprise au Québec à signer une telle entente.

Comparativement à l'année dernière, Alcoa s'engage à réduire pour la période 2002-2004, d'environ 200 000 tonnes par année en moyenne ses gaz à effet de serre. La direction de l'entreprise indique qu'une nouvelle cible sera établie plus tard pour la période s'étendant de 2005 à 2007.

TRAVAILLER LES EFFETS D'ANODES

Chez Alcoa, on explique que les réductions seront obtenues essentiellement en travaillant à diminuer la fréquence et la durée des effets d'anodes dans les salles de cuves.

« Bonne nouvelle pour l'environnement, n'a pu s'empêcher de dire le ministre de l'Environnement, M. André Boisclair. Cette entente avec Alcoa couvre, à elle seule, les prévisions d'ensemble faites en janvier 2000 lors de la signature de l'entente cadre de réduction de gaz à effet de serre avec l'Association de l'aluminium du Canada. »

M. Boisclair précise que des négociations, comme celles que son ministère vient de conclure avec Alcoa, sont en cours ou sur le point de débiter avec de grandes entreprises québécoises œuvrant dans divers domaines comme les pâtes et papiers, le magnésium, les cimenteries et d'autres alumineries.

Le président du Groupe nord-est d'Alcoa première fusion, M. Jean-Pierre Gilardeau, explique que l'aluminerie de Deschambault a déjà presque entièrement éliminé les émissions lors des effets d'anodes. Pour sa part, l'alumine-

Voir ALCOA en C 2

Investissez dans les métaux précieux.

Programme de location spécial Infiniti

Le QX4, Location à partir de 499\$ par mois*
Frais de transport et de préparation inclus.

Le QX4 «édition Platine». Location à partir de 539\$ par mois*
Frais de transport et de préparation inclus.

INFINITI
QUÉBEC

5250, rue John-Molson, autoroute Henri IV, sortie 140
658-3535



Propulser vers le futur



INFINITI

ÉLECTRICITÉ

Suite de la C1

tir de gaz naturel. » Aussi bien, poursuit-il, chauffer au gaz naturel.

Hydro-Québec Distribution étudiera les soumissions jusqu'à l'automne avec la firme Samson Bélair/Deloitte & Touche. Le choix des producteurs sera ensuite soumis à la Régie de l'énergie qui devra s'assurer qu'ils répondent au critère, soit le plus bas prix possible. Les projets ne seront pas analysés en fonction de leur aspect polluant.

Un seul projet soumis par les groupes privés est situé dans la région de Québec, soit celui de PG&E National Energy Group. La compagnie américaine propose de produire 550 MW d'électricité à Notre-Dame de Portneuf à partir d'un cycle combiné au gaz. PG&E n'a pas retourné nos appels hier.

AGRICULTEUR

Suite de la C1

de son bénéfice net qui est passé de 31,6 millions \$ à 413 millions \$. Pendant la même période les frais d'administration ont suivi la même tangente passant de 95 millions \$ à 102 millions \$.

« Au cours du dernier exercice, d'expliquer le président-directeur général du FAC, M. John Ryan, nous avons aidé plusieurs jeunes agriculteurs à se lancer en affaires et de nombreux fermiers établis à prendre de l'expansion ou à diversifier leurs activités. Nous avons également collaboré avec les agriculteurs qui faisaient face à un recul du marché, une sécheresse ou un autre obstacle, afin de les aider à explorer différentes options financières et à survivre à une période difficile. »

Brevet pour TSO₃

■ TSO₃ a obtenu un brevet aux É-U pour son accélérateur de diffusion. L'appareil devrait permettre de stériliser les tubes creux et les canules dont sont composés les endoscopes et les arthroscopes, des instruments de plus en plus utilisés en microchirurgie. Jusqu'ici, la stérilisation de la partie creuse et fine de ces instruments chirurgicaux spécialisés, souvent fabriqués en plastique, était pratiquement impossible. L'accélérateur de diffusion pourra être utilisé à même le stérilisateur à l'ozone 125L, le premier à sortir des laboratoires de TSO₃ et devrait permettre aux hôpitaux de réduire leurs inventaires. A.M.

ALCOA

Suite de la C1

rie de Bécancour, propriété à 74,95 % d'Alcoa et à 25,05 % de Pechiney, se tire bien d'affaires.

Elle a réduit, de 2000 à 2001, d'environ 40 % ses émissions lors des effets d'anodes et poursuit ses efforts d'amélioration. On prend soin de préciser que Pechiney endosse entièrement l'objectif de réduction à l'aluminerie de Bécancour.

À Baie-Comeau, M. Gilardeau souligne que de nouveaux programmes de

contrôle des effets d'anode ont été mis en place tant dans les salles de cuves précuites que dans les séries Soderberg. L'entente conclue avec le ministère de l'Environnement prévoit aussi que tout sera mis en œuvre pour sensibiliser les fournisseurs et les communautés locales à l'importance d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Alcoa est le plus grand producteur d'aluminium au monde et compte 129 000 employés établis dans 38 pays. Le groupe québécois d'Alcoa génère des retombées économiques évaluées à plus de 1 milliard \$ annuellement.



À Baie-Comeau, les programmes de contrôle des effets des anodes ont été mis en place autant dans les salles de cuves précuites que dans les séries Soderberg.

CODEM

Suite de la C1

Le maire de Lévis reconnaît bien que le bureau du ministre Bertrand l'a appelé pour discuter du projet ce printemps, mais que lui-même avait insisté pour que la ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches, Linda Goupil, soit présente à la rencontre. Résultat, la réunion en haut lieu n'a jamais eu lieu. On a beau parlé de « région métropolitaine » dans le document de travail, de dire M. Garon, lui fait toujours partie de la région Chaudière-Appalaches.

Pourtant, dans la réorganisation présentée vendredi, un siège est réservé à la Ville de Lévis au sein du Comité pour une action en partenariat (CAP), l'organisme où siègeraient aussi le maire de Québec, de même que des représentants des gouvernements québécois et canadiens.

Mais hier, Christian Audet, le directeur régional de Développement économique Canada (DEC), émettait lui

aussi des réserves sur le fonctionnement de la nouvelle Corporation de développement économique métropolitain, sans toutefois en contester l'existence.

M. Audet a expliqué au SOLEIL que le gouvernement fédéral avait l'habitude de financer des programmes plus que des organismes. Par exemple, il ne contribuait pas au fonds de roulement de la Société de promotion économique du Québec métropolitain (-SPEQM), mais à son programme d'aide à l'exportation pour les PME.

ABANDON DE PROGRAMME

M. Audet craint maintenant que des programmes jugés prioritaires par le fédéral ne soient abandonnés par la CODEM. Si c'était le cas, il ne peut garantir que les 1,4 million de dollars versés aux organismes de développement économique appelés à fusionner seront réinvestis dans la nouvelle structure. « Si ce n'est pas au cœur de notre mandat, je vois mal comment on pourrait investir autant d'argent. »

MAGOG

Menace de grève à l'usine Olymel

■ MAGOG (PC) — Les employés de l'usine de salaison de viandes Olymel à Magog, dans les Cantons de l'Est, sans contrat de travail depuis le 1^{er} mai, pourraient débrayer dès le 24 juin, selon le représentant syndical Claude Robert.

Les membres de la section locale 500 des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), un syndicat affilié à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), ont rejeté à 65 % les offres de la partie patronale. De plus, 85 % des membres présents ont accordé un mandat de grève à leurs représentants syndicaux.

CONVENTION

Selon M. Robert, la partie patronale aurait offert une augmentation de 2,5 à 2,7 % sur un contrat de six ans.

Il précise que le syndicat s'oppose à la durée de la convention collective, qu'il juge trop longue. De plus, M. Robert affirme que les employés d'Olymel à Magog touchent moins que leurs confrères des autres usines de l'entreprise, comme l'usine Olymel de

Granby par exemple, où les travailleurs gagneraient de 1,00 \$ à 1,50 \$ de plus par heure.

Le syndicat juge dénuées les primes au travail de nuit, qui sont actuellement de 0,50 \$ l'heure. Selon M. Robert, ces primes devraient normalement se situer entre 0,85 \$ et 1,00 \$ l'heure.

Le syndicat déplore également l'absence d'un régime de journées de maladie. À l'heure actuelle, souligne M. Robert, les employés ne touchent aucun salaire lorsqu'ils sont malades.

Les négociations se poursuivent toujours avec la partie patronale. « Il s'agit d'une semaine déterminante », précise le représentant syndical. Il ajoute que les employés d'Olymel pourraient faire la grève dès le 24 juin s'ils jugent que les négociations n'aboutissent pas.

Les offres patronales rejetées à 65% par le syndicat

Le projet présenté vendredi repose davantage sur le concept des filières technologiques, qui se comptent actuellement au nombre de dix. Un fonctionnaire qui a travaillé sur le modèle a cependant fait valoir, hier, que l'action des filières s'inscrirait dans un cadre général élaboré par le Comité pour une action en partenariat (CAP), auquel est convié le gouvernement fédéral.

Christian Audet se dit tout de même « très favorable à la remise du pouvoir aux entreprises » et croit qu'un organisme chapeau entraînera nécessairement plus de synergie. Il espère que la rencontre à venir entre Claude Drouin, le secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada, et Rosaire Bertrand apportera des éclaircissements.

CHAMBRE DE COMMERCE

Le son de cloche est différent du côté de Lévis. Jean Garon craint que, en remettant le pouvoir au secteur privé, les élus puissent se laver les mains

bien facilement face à des décisions prises par d'autres. « Le fonctionnement de cet organisme-là, je ne le comprends pas dans une société où les gens élus ont des comptes à rendre. » Et il ironise sur le fait que la firme Andersen, au cœur d'un scandale financier aux États-Unis, est la même qui avait réfléchi l'an dernier à la réorganisation des organismes de développement économique.

Comme pour mettre de la pression sur son maire, la chambre de commerce de Lévis a émis un communiqué, hier, dans lequel elle réaffirme son appui au projet de Québec, où un siège lui est d'ailleurs réservé. « La Chambre de commerce de Lévis sera assise à la table du CAP, au nom de ses 900 membres », a indiqué le président Mario Morin. La Chambre de commerce invite donc « les partenaires lévisiens concernés par ce processus régional à faire connaître rapidement leurs intentions en ce qui concerne leur participation au CODEM et au CAP. »

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les chambres de commerce acculées au pied du mur

ANNIE MORIN

AMorin@lesoleil.com

■ La création d'un organisme économique chapeau dans la région de Québec relance le débat sur la fusion des chambres de commerce de Québec et Sainte-Foy.

Dans le modèle élaboré par le Bureau de la capitale nationale et la Ville de Québec, le conseil de sages de la future Corporation de développement économique métropolitain (CODEM), baptisé temporairement Comité pour une action en partenariat (CAP), a deux sièges réservés pour les représentants des chambres de commerce, un de la Rive-Nord et un de la Rive-Sud.

Or, si la Chambre de commerce de Lévis règne en maître sur son territoire, celle de Québec doit encore partager le sien avec la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy.

Une question se pose: quelle chambre de commerce représentera la Rive-Nord au CAP?

M^{re} Françoise Mercure, la présidente sortante de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain (CCIQM), rebaptisée Chambre de commerce de Québec (CCQ) en date d'hier, avait une réponse toute prête, vendredi dernier. « On considère que la place nous revient. On a travaillé sur ce dossier depuis le début et on y a même mis de l'argent. »

MANQUE D'EFFICACITÉ

M^{re} Mercure a rappelé que son organisation avait initié la réflexion sur le modèle d'organisation économique de la région de Québec en pilotant une première étude sur la question, l'an dernier.

Réalisée par le tandem Municonsult — Arthur Andersen (avant les scandales financiers aux États-Unis et la disparition de la firme au Canada!), cette étude avait conclu au manque d'efficacité des organismes de développement économique dans la région de Québec, trop nombreux et mal coordonnés, et à une absence de leadership. Elle avait été payée entièrement par le gouvernement du Québec, bien que la CCIQM y ait investi du temps.

Le successeur de M^{re} Mercure, Claude Gauvin, associé chez Raymond Chabot Grant Thornton, élu hier soir à la présidence de la nouvelle Chambre de commerce de Québec unifiée, qui comprend Beauport et Charlebourg, s'est dit prêt pour une autre fusion, avec Sainte-Foy maintenant. « Nous avons toujours été ouverts. Nous venons de vivre un beau processus avec les chambres de Beauport et Charlebourg. C'est la seule façon de faire du développement économique fort », a-t-il soutenu, en conférence de presse.

M. Gauvin est d'avis que la CCQ donne « le bon exemple » en décentralisant les services dans les territoires correspondant aux trois anciennes villes et en conservant toutes les ressources et les activités qui existaient avant la fusion. « On a établi un modèle de base. On va apprendre à travailler avec et à le bonifier avec le temps. »



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Claude Gauvin, le nouveau président de la Chambre de commerce Québec.

À la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy (-CCRSF), qui s'est elle-même choisie un nouveau président la semaine dernière, le discours est cependant tout autre.

Normand Lessard, fraîchement élu, affirme que « la question de la fusion n'est plus à l'agenda ». Même s'il admet que « le message sous-entendu (lors de la publication du nouveau modèle), c'est que ça prend une chambre de commerce sur la Rive-Nord et une chambre sur la Rive-Sud. Mais ce n'est pas aux politiciens de décider de ça ».

Selon lui, il faudra trouver le moyen de cohabiter au CAP. Idéalement, celui-ci voudrait qu'un siège soit ajouté pour son organisation. « Si on veut un organisme de concertation, il ne faut pas le penser comme un organisme de confrontation. »

M. Lessard a d'ailleurs déjà fait part de sa demande au ministre Rosaire Bertrand. Au Bureau de la capitale nationale, on renvoie toutefois la balle au comité d'implantation de la CODEM, qui doit déterminer seul les règles du jeu.

En cas de refus, le président de la CCRSF proposera d'adopter la formule qui a fait école au conseil d'administration du Parc technologique du Québec métropolitain. Les chambres de commerce de Québec et de Sainte-Foy occupent à tour de rôle, pour deux ans, le siège réservé aux entrepreneurs de la Rive-Nord. Au CAP, la Rive-Sud serait aussi invitée à se joindre à la partie de chaise musicale.

Épatez la galerie!
Maisons fleuries 2002

VILLE DE QUÉBEC



Épatez la galerie!

Participez au concours Maisons fleuries 2002 en présentant l'aménagement paysager de votre parterre, balcon, fenêtre, toit terrasse, cour arrière ou commerce au volet compétition.

On peut s'inscrire en complétant le formulaire disponible dans les bureaux d'arrondissement ou via le site Internet de la Ville :

www.ville.quebec.qc.ca

Date limite d'inscription :

24 juin

Pour renseignements :
691-6913

TQS

CITE

CHRC80

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Environnement Québec

LE SOLEIL

Québec

Québec

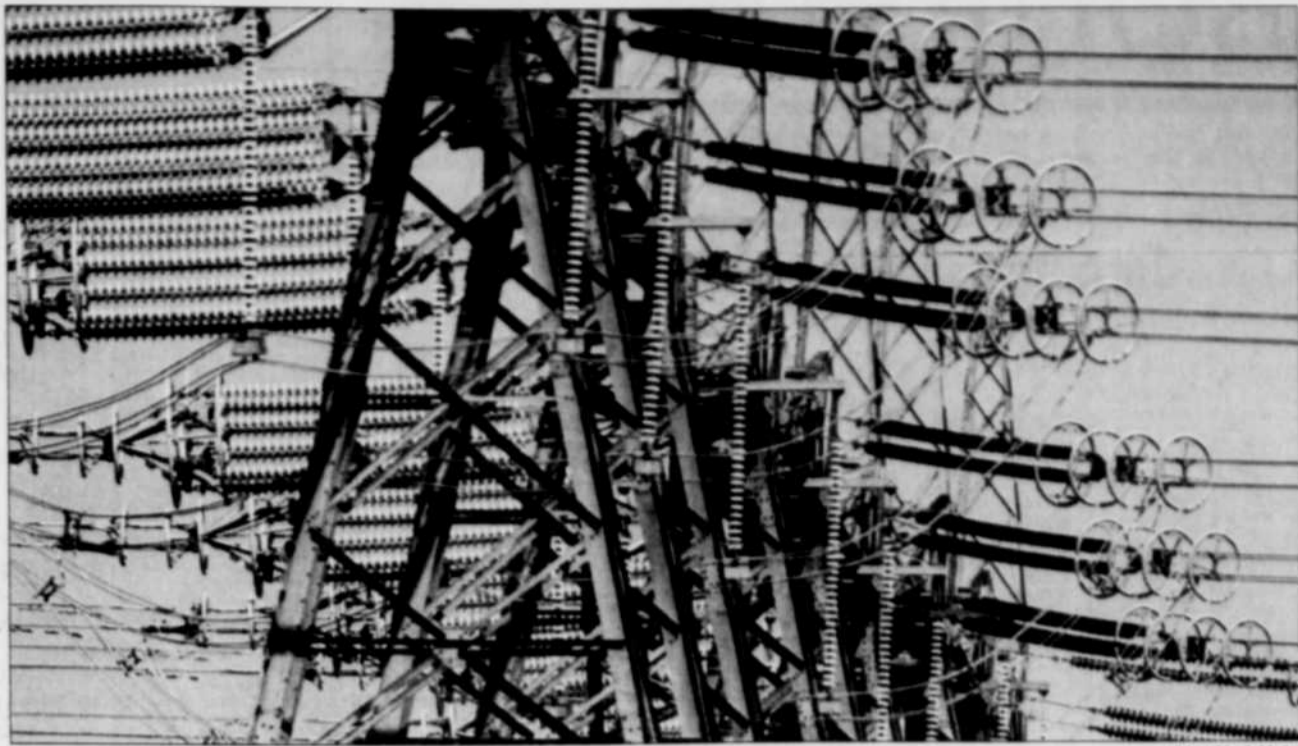
LES COMPAGNIES DE SERVICE INC.

Les centres populaires Québec

Jardins

FLORISSANT

MUSEE DU QUÉBEC



La demande en électricité devrait croître de 14% au Canada entre 2000 et 2009.

INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE

La coopération devra aussi être environnementale

■ MONTRÉAL (PC) — L'intégration des marchés de l'électricité nécessitera une plus grande coopération environnementale.

Ainsi, il faudra une coopération sans précédent entre le Canada, les États-Unis et le Mexique pour maximiser les avantages du commerce transfrontalier de l'électricité tout en limitant ses effets néfastes sur l'environnement et la santé publique.

C'est ce qu'a indiqué un conseil consultatif d'experts dans un rapport remis à la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord (CCE) et rendu public hier.

«Alors que les trois pays travaillent ensemble pour augmenter la production d'électricité, il est important de tenir compte du côté environnemental de l'équation», a déclaré la directrice exécutive de la CCE, Janine Ferretti, dans une conférence de presse téléphonique hier.

«Il n'y a pas de raison que la mise en place de sources d'électricité à prix abordable se fasse au détriment de l'environnement et de la santé publique», a-t-elle ajouté.

Le conseil consultatif, mis en place par le secrétariat de la CCE, comprenait des experts indépendants des trois pays signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain. Pour le Canada, par exemple, il comprenait Richard Drouin, qui a été président et chef de la direction d'Hydro-Québec de mai 1988 à septembre 1995.

CHANGEMENTS

Le secrétariat a commandé ce rapport en raison des changements qui s'annoncent dans le marché continental de l'électricité, de l'augmentation du commerce transfrontalier de l'électricité et de la croissance de la demande.

Ainsi, la demande en électricité devrait croître de 14% au Canada entre 2000 et 2009, de 21% aux États-Unis et

de 66% au Mexique. Le conseil craint que les nouvelles centrales ne s'installent dans les régions dotées de normes réglementaires moins sévères, créant ainsi des sanctuaires de pollution. Or, en raison du transport des polluants par les vents, les impacts environnementaux de tels sanctuaires ne se feraient pas ressentir dans ces régions.

En outre, les normes plus sévères dans certaines juridictions pourraient être considérées comme des obstacles au commerce et ouvrir la voie à des différends commerciaux.

Le conseil ajoute cependant que l'intégration des marchés de l'électricité peut avoir des effets bénéfiques sur l'environnement. Ainsi, l'élimination des obstacles au commerce et aux investissements peut permettre une diffusion plus rapide des systèmes anti-pollution.

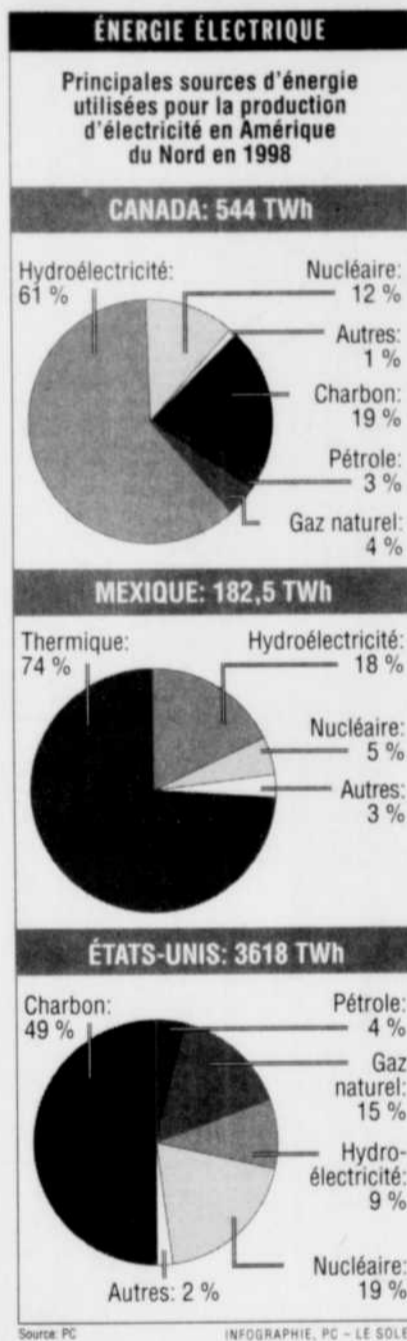
Le conseil a recommandé aux trois pays de coordonner plus efficacement les évaluations régionales et transfrontalières des nouveaux projets et surtout, de tenir compte des effets cumulatifs de ces projets.

Il a aussi recommandé d'établir un cadre pour l'adoption de systèmes d'échange de droits d'émission de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote, deux polluants responsables notamment des précipitations acides, et d'émissions de gaz à effet de serre.

Le conseil suggère de favoriser les énergies renouvelables, notamment par le biais d'incitatifs fiscaux et commerciaux et d'activités de recherche et développement.

Le conseil recommande finalement de créer un fonds nord-américain visant à promouvoir l'adoption des technologies les plus efficaces dans le domaine de l'efficacité et de la conservation.

Des normes plus dures risquent de nuire au commerce



FIRMES D'AUDIT COMPTABLE

La création d'un organe de surveillance à l'étude

■ ATLANTA (AFP) — Le gendarme de la bourse américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC), va proposer le 20 juin la création d'un nouvel organe indépendant pour superviser les sociétés d'audit comptable, a indiqué le patron de la SEC, Harvey Pitt, dans une lettre rendue publique hier par la Maison Blanche.

«Pour renforcer la confiance des investisseurs, nous estimons qu'une telle commission doit être mise en place d'ici la fin de l'année», a déclaré M. Pitt dans cette lettre adressée au président Bush, qui effectuait un déplacement à Atlanta (Géorgie, sud-est).

Le président de la SEC informe officiellement dans cette lettre le président américain des récentes mesures prises par la SEC pour accroître la responsabilité personnelle des dirigeants d'entreprises dans la communication financière des sociétés à la suite d'une série de scandales financiers, et notamment les affaires Enron et Andersen.

M. Pitt a précisé que la SEC rendrait publiques le 20 juin les modalités concernant cette commission baptisée «commission de responsabilisation publique».

«Le 20 juin, nous avons l'intention de proposer une série de règles sans précédent pour créer une nouvelle commission indépendante de supervision de la profession d'audit comptable», déclare-t-il dans cette lettre.

Il a précisé que cette commission devrait opérer sous le contrôle étroit de la SEC et qu'elle devrait absolument être séparée de l'Institut américain des comptables publics certifiés sans que ce dernier puisse exercer une quelconque influence sur la future commission.

Elle devrait aussi avoir «la capacité de sanctionner les sociétés ou les individus pour d'éventuelles fautes qu'elle viendrait à découvrir».

Le financement de la commission, a-t-il encore précisé, devrait être assuré tant par ceux qui bénéficient d'audits que par la profession comptable.

XO COMMUNICATION

Intérêts canadiens parmi les créanciers

TORONTO (PC) — Deux banques canadiennes et une agence de gouvernement fédéral figurent parmi les principaux créanciers de XO Communications, qui s'est placée hier sous la protection de la loi américaine sur les faillites après avoir accumulé des dettes de 5,1 milliards \$ US.

XO, dont le siège social est situé à Reston en Virginie, est la plus récente victime de l'effondrement de l'industrie des télécommunications.

Selon les documents déposés à la cour des faillites du district Sud de New York, XO doit 62,5 millions \$ US à la Banque TD, 50 millions \$ US à la Scotia et 25 millions \$ US à Exportation et développement Canada, une agence du gouvernement fédéral.

Les plus importants créanciers de XO sont HSBC Bank USA, une filiale du groupe britannique HSBC, ainsi que Wells Fargo Bank Minnesota, filiale de Wells Fargo.

RESTRUCTURATION

XO a présenté hier deux plans de restructuration. Le premier s'inscrit dans la foulée d'une entente qui avait

été conclue l'année dernière avec Forstman Little et la compagnie mexicaine de téléphone Telmex. Selon cette entente, les deux entreprises investiraient chacune 400 millions \$ US dans XO en échange d'une participation de 80%.

En cas d'échec de ce plan, XO en propose un autre qui se traduirait par une restructuration de 1 milliard \$ US en dettes, dont une partie serait convertie en actions.

La Banque TD est particulièrement touchée par la déconfiture des sociétés de télécommunications. À la fin du deuxième trimestre, ses prêts à des entreprises de télécommunications et de câblodistribution totalisaient 4,9 milliards \$ CAN, soit davantage que toutes les autres banques canadiennes. Cette somme équivaut à 35% de la valeur en bourse de la TD.

La direction de la banque a déjà indiqué que ses provisions pour pertes sur prêts pour l'ensemble de l'exercice devraient s'établir entre 1,1 milliard \$ et 1,3 milliard \$ CAN, mais plusieurs analystes estiment que c'est trop peu.

MANUVIE

L'Indonésie encourt un boycott

TORONTO (PC) — Non seulement les investisseurs canadiens, mais aussi la communauté internationale tout entière boycotteront l'Indonésie si le jugement mettant en faillite la filiale rentable de la Financière Manuvie n'est pas révoqué, a déclaré hier le ministre canadien des Affaires étrangères, Bill Graham.

«Les autorités indonésiennes semblent reconnaître qu'elles ont un problème», a déclaré M. Graham au terme d'une allocution à Toronto.

Le ministre Graham, qui prévoit s'entretenir personnellement avec le président de Manuvie, Domi-

nie D'Alessandro, au sujet des problèmes que l'entreprise canadienne connaît actuellement en Indonésie, s'est dit «très préoccupé» par le jugement rendu la semaine dernière contre la filiale indonésienne de la société d'assurance.

Le tribunal a mis en faillite la filiale indonésienne de Manuvie pour avoir omis de verser en 1999 un dividende de 2,6 millions \$ au Groupe Dharmala, son ancien partenaire financier, avant que Manuvie ne rachète la participation de Dharmala. Manuvie soutient qu'aucun dividende n'a jamais été déclaré au cours de cette année.

Les millionnaires tiennent le coup

■ NEW YORK (AFP) — Le monde comptait 7,1 millions de millionnaires (en dollars) l'année dernière, soit presque 200 000 de plus qu'en 2000, malgré la tourmente économique et boursière, selon une étude publiée hier par Merrill Lynch et Cap Gemini Ernst and Young.

AVIS DE NOMINATION



Guy G. Dufresne
Président du conseil d'administration du CPQ

C'est avec grand plaisir que le Conseil du patronat du Québec annonce la nomination de monsieur Guy G. Dufresne au poste de président du conseil d'administration. Il succède à M. André Y. Fortier.

Monsieur Dufresne œuvre depuis de nombreuses années dans le domaine des ressources naturelles. Après avoir occupé le poste de président et chef de l'exploitation chez Kruger inc., monsieur Dufresne assume actuellement les fonctions de président et chef de la direction de la Compagnie minière Québec Cartier depuis 1992.



Centre de langues internationales Charpentier

ÉTÉ 2002

Ateliers d'anglais en groupe dès le 8 juillet, 2 à 6 semaines 1-2 fois/semaine ou semi-intensif

Forfait cours privés 30 heures suivis avant le 31 août 2002

Dîners en anglais le mercredi 3 juillet au 31 juillet / 7 août au 4 sept.

1135, chemin Saint-Louis, Sillery • 659-2542
www.webnow.com/clicsillery

Exigez le vrai Concepteur-innovateur!

Cabanon IDEAL

FINANCEMENT DISPONIBLE
INSTALLATION • LIVRAISON

Cabanons • Gazebos • Garages de toutes grandeurs

Aussi vendus chez Réno-Dépôt, quincaillerie PRO à St-Rédempteur, Floriss Jouvence.

321, rue Seigneuriale, Beauport
Téléphone : (418) 666-1018
1 877 888-1018

www.cabanonideal.com www.123ht.com

Partez sans payer

379\$ /mois**
Location 48 mois ou **24 698\$ à l'achat*****

Montana

Partez sans payer

229\$ /mois**
Location 48 mois ou **11 998\$ à l'achat*****

Sunfire SL 2 et 4 portes

0\$ comptant*
première mensualité*
dépôt de sécurité*

à la location

AUBAINE
Venture VL 2002 neuve en location
339\$ /mois, 48 mois**

Cartier
PONTIAC BUICK GMC LYÉE
1475, Pie-XI Sud, Val-Bélair 847-6000

LE MARQUEUR

La valeur des titres est exprimée en dollars. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote; je j précède le symbole d'une compagnie junior à la Bourse de Montréal; j= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou o= actions assujetties à des règlements; pr= privilégies; r=actions privilégiées dernier dividende pas encore versé; u= unité de capital; actions; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

TSE-300
Indice des valeurs industrielles: 7 357,42 en hausse de 108,40.
Volume des transactions: 149 millions d'actions.
Titres en hausse: 587. En baisse: 490. Inchangés: 205.

TSE 60 : 413,96 +7,49

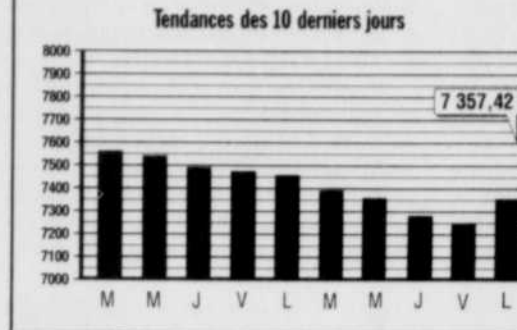


Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table listing various stocks and their prices, including Citelec, Circo, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Daimler, Dato, and others.

Toronto

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

Table listing various stocks and their prices, including L'aur be, L'aur be, and others.

TaZ
T.a.s. p.r. 2000 2.02 2.05 2.07+0.02
T.d. m. g.r. 1000 1.02 1.04 1.06+0.02

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

Table listing various stocks and their prices, including T.a.s. p.r., T.d. m. g.r., and others.

DOW JONES

Indice des valeurs industrielles: 9 687,42 en hausse de 213,21.
Volume des transactions: 1,528 milliard d'actions.
Titres en hausse: 2 385. En baisse: 825. Inchangés: 185.

Tendances des 10 derniers jours

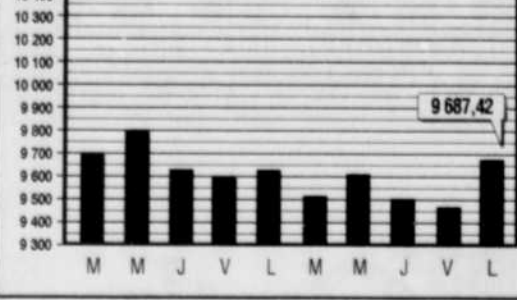


Table with columns: Titres, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. Section A et B.

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

New York

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

Obligations
Basis 100 122 770 76.00 100.00

Table listing various stocks and their prices, including Alcoa, Alcoa, and others.

Alcoa 122 770 76.00 100.00

Fonds communs de placement

Pris de fonds de placement obtenus de Fundata Canada Inc. à 17h30. Hier. Les prix rapportés sont ceux de la valeur de l'actif net par action (VANPA) au dernier calcul de l'unité, et sont fournis à titre d'information seulement. La confirmation des prix devrait être obtenue de votre courtier ou de votre banque de placement.

Main table containing financial data for various funds, categorized into sections like 'Fonds communs de placement', 'Argent', 'Bourses d'Asie', and 'Monnaies'. Each section includes a list of fund names, their tickers, and numerical values representing their performance or prices.

Argent

TORONTO (PC) - Les cours de l'argent ont augmenté hier. Le taux de change de l'argent canadien par rapport à l'argent américain s'élevait à 79,91 cent.

Bourses d'Asie

TORONTO (PC) - Les cours des bourses asiatiques ont augmenté hier. Le Nikkei japonais a gagné 1,33 pourcentage.

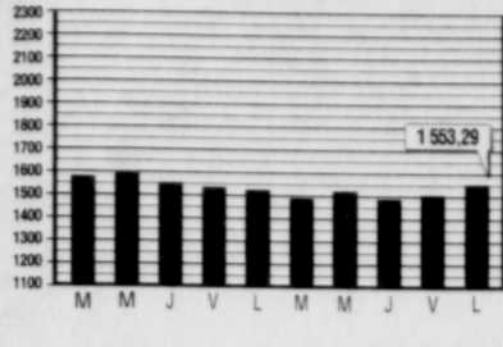
Monnaies

Table listing exchange rates for various currencies, including the Canadian dollar, US dollar, and several European currencies.

NASDAQ

Indice composite: 1 553,29 en hausse de 48,55. Volume des transactions: 1,552 milliard d'actions.

Tendances des 10 derniers jours



A et B

Table listing various stocks under 'A et B' with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Table listing various stocks with columns for stock name, price, and change.

Obligations

Table listing various bonds with columns for bond name, price, and change.

H à J

Table listing various stocks under 'H à J' with columns for stock name, price, and change.

K à M

Table listing various stocks under 'K à M' with columns for stock name, price, and change.

N à Q

Table listing various stocks under 'N à Q' with columns for stock name, price, and change.

R à Z

Table listing various stocks under 'R à Z' with columns for stock name, price, and change.

R et S

Table listing various stocks under 'R et S' with columns for stock name, price, and change.

T à Z

Table listing various stocks under 'T à Z' with columns for stock name, price, and change.

T à Z

Table listing various stocks under 'T à Z' with columns for stock name, price, and change.

Les syndicats ont la vie dure en Amérique

BRUXELLES (AFP) — Les entreprises américaines et canadiennes se sont souvent livrées en 2001 à une chasse aux syndicats, s'appuyant sur des législations de plus en plus restrictives en matière de droit du travail, selon la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

de ces secteurs étant souvent très restrictives, observe le rapport, qui relève également plusieurs cas de lock-out au cours de l'année. En Amérique du Sud, les militants syndicaux sont souvent victimes de nombreuses violences physiques, voire de meurtres, à l'image de la Colombie, qui détient le triste record du nombre de syndicalistes tués en 2001 (185), selon la CISL.

Dividendes

Table listing dividend information for various companies.

Métaux

Table listing metal prices for various commodities.

Les entreprises entravent l'action syndicale

Deux exemples illustrent cette situation, selon la CISL. Dans une usine Nissan du Tennessee, le syndicat United AutoWorkers (UAW) a organisé une élection de représentants du personnel. Le résultat du vote a été un échec pour l'UAW, la direction de l'entreprise ayant annoncé qu'elle délocaliserait l'usine en cas d'implantation syndicale.

Bénéfices

Table listing profit information for various companies.

Pétroles

Table listing oil prices for various commodities.

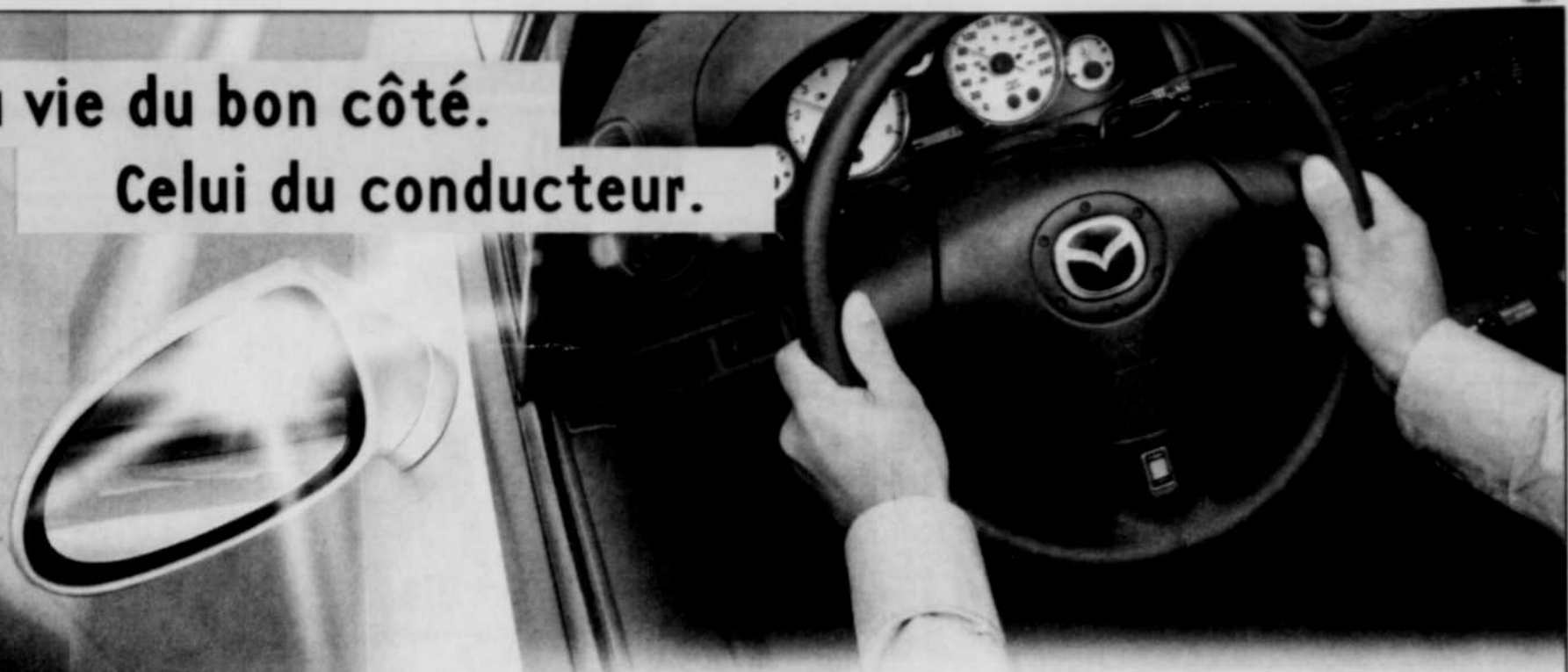
Les Auberges du cœur du Québec

Advertisement for 'Les Auberges du cœur du Québec' featuring a heart logo and contact information for various organizations.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Également placés gratuitement sur Internet www.appeles.doffres.com

Prenez la vie du bon côté.
Celui du conducteur.



AUCUN PAIEMENT
AVANT

90
JOURS^{††}
AU FINANCEMENT
À L'ACHAT[†]



Lauréate du **GUIDE DE L'AUTO 2002**
pour une 3^e année consécutive

★★★★★
Indice de sécurité
le plus élevé lors d'impact*

Mazda MPV DX

Louez à partir de

269\$ Et **0\$**
Dépôt de sécurité

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 3 995[†]

Ou louez à

359\$ par mois/48 mois,
0\$ comptant, 0\$ dépôt de sécurité*

OU Obtenez

1,9%[†]

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

• Nouveau moteur V6 3l de 200 ch • Nouvelle boîte automatique 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD, commandes audio montées sur le volant • Climatiseur • Deux coussins de sécurité avant (coussins latéraux livrables en option) • Sièges baquets de 2^e rangée Side-by-Slide™ • Banquette de 3^e rangée Tumble-Under™ rabattable sous le plancher et orientable vers l'arrière • Portes coulissantes latérales avec glaces abaissantes



Camionnette importée la plus
vendue au pays depuis 15 ans**

Mazda B3000 Dual Sport, cab. allongée

Louez à partir de

299\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0\$ COMPTANT

OU Obtenez

1,9%[†]

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS

• Moteur V6 3l de 150 ch • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses • Roues de 15 po en acier argent • Freins antiblocage aux quatre roues • Système d'immobilisation Securilock • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Barre stabilisatrice avant • Glace arrière coulissante • Prise d'alimentation auxiliaire de 12V • Banquette à dossier 60/40 avec accoudoir/rangement • Mini-console au plancher avec porte-gobelets • ET CLIMATISEUR



Meilleur achat
Carguide 2002

Mazda Tribute DX

Louez à partir de

299\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 495[†]

OU Obtenez

4,9%[†]

DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

• Moteur 4 cyl. de 2l avec boîte manuelle 5 vitesses • Climatiseur • Conception OptiSpace qui en fait le plus spacieux de sa catégorie • Deux coussins de sécurité avant et avant latéraux • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Hayon à double accès • Traction avant • Volant inclinable

Moteur V6 disponible

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Renseignez-vous sur notre remarquable garantie complète.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

*Indice de sécurité le plus élevé accordé par la NHTSA des É.-U., à la fois pour le conducteur et les passagers, lors de tests d'impact frontal, latéral et arrière. **Rapports de l'ARIAC, 1987-2001.
†Financement consenti aux particuliers par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Autres taux de financement disponibles. ††L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat seulement sur toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. *Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda MPV DX 2002 (modèle WD172R400), des Mazda Tribute DX 2002 (modèle WS052AC00) et des camionnettes Mazda B3000 2002 (modèle KCX852R00) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 350\$ (Tribute DX et camionnette B3000). Aucun comptant initial sur les camionnettes Mazda B3000 ni sur les MPV DX sur l'offre à 359\$ par mois. Aucun dépôt de sécurité sur les Mazda MPV DX. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances et taxes en sus.
Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 8 juin 2002.

